

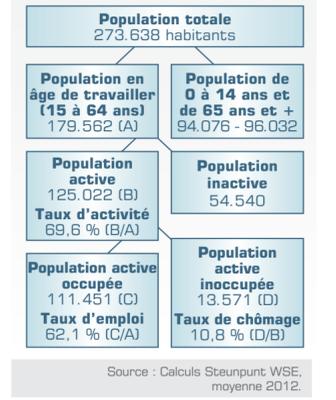


1 POPULATION ET MARCHÉ DU TRAVAIL

POPULATION ET STRUCTURE D'ACTIVITÉ

POPULATION RÉSIDENTE
Sources : : Steunpunt WSE 2012 et Direction générale Statistiques – Statistics Belgium 2013

- 276.846 habitants dans la province en 2014, soit une densité de 62,3 hab/km² (212,3 en Wallonie)
- En 2013, 22,8 % des habitants ont moins de 18 ans (21,2 % en Wallonie).
- En 10 ans, progression du nombre d'habitants de 8,1 % en province de Luxembourg (+5,3 % en Wallonie).
- En 2012, population active occupée estimée à 111.451 personnes (y compris travailleurs salariés, frontaliers, indépendants et aidants).
- Taux d'activité et d'emploi plus élevés dans la province qu'en Wallonie (taux d'emploi : 62,1 % dans la province ; 56,7 % en Wallonie).



TRAVAILLEURS FRONTALIERS OCCUPÉS AU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG (GDL)
Source : IGSS Luxembourg, 2013

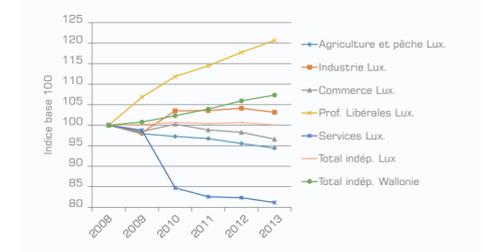
- 28.845 travailleurs résidant en province de Luxembourg occupés au GDL en mars 2013 (pour 40.199 au niveau national).
- Depuis 2000, augmentation de 54,8 % du nombre de travailleurs résidant dans la province et occupés au GDL (+70,3 % au niveau national).

TRAVAILLEURS RÉSIDANT EN FRANCE OCCUPÉS EN BELGIQUE
Source : INAMI, 2013

- En 2013, 6.109 personnes résidant en France occupent un poste de travail en province de Luxembourg (évolution : +4,6 % en 5 ans et -0,7 % à un an d'écart).

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS - 22.712 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS AU 31/12/2013

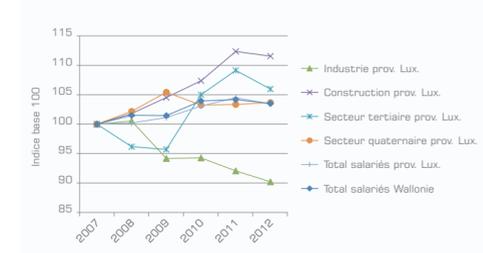
Evolution indiquée base 100 (100=2008) du nombre d'indépendants et aidants de 2008 à 2013



Source : INASTI, 31/12/2008 à 2013.

TRAVAILLEURS SALARIÉS - 75.645 POSTES DE TRAVAIL SALARIÉ AU 31/12/2012

Evolution indiquée base 100 (100=2007) du nombre de postes de travail salarié par grand groupe - ONSS 2007 à 2012



Source : ONSS, statistiques décentralisées, 31/12/2007 à 2012.

- Au 31 décembre 2013, 22.712 indépendants et aidants (92,6 % indépendants et 7,4% aidants), dont 64,8 % en activité principale, 24,4 % en activité complémentaire et 10,7 % actifs après l'âge de la pension.
- Entre 2008 et 2013, stagnation du nombre d'indépendants et aidants (+0,1% dans la province, +7,3 % en Wallonie) : pertes dans le secteur de l'agriculture (-300 travailleurs, soit -5,6 %) et des services (-426, soit -18,8 %). Diminution de 21,8 % du nombre d'aidants, surtout présents dans le secteur de l'agriculture. Le nombre d'indépendants actifs après la pension est en augmentation (+18,7 %), alors que celui des indépendants en activité principale est en diminution (-3,5 %).
- Le commerce est devenu le 1er secteur par ordre d'importance (26,5 %), suivi par l'industrie et artisanat (22,4 %) incluant l'industrie du bâtiment. L'agriculture (22,3 %) est maintenant le 3ème secteur au niveau du nombre d'indépendants et aidants.
- 32,2 % ont 55 ans et plus (28,7 % en Wallonie).
- 32,7 % déclarent des revenus (non-nuls) de moins de 12.500€ par an (29,1 % en Wallonie).

- En 2012, 75.645 postes de travail salarié dans la province (59,2 % privé, 40,8 % public).
- Augmentation de 3,4 % du nombre de postes entre 2007 et 2012, égale à celle observée en Wallonie (+3,5 %). Le secteur privé est en augmentation depuis 2007 (+6,2 %), alors que l'évolution du nombre de postes dans le secteur public est négative dans la province (-0,4 %).
- Principaux secteurs surreprésentés dans la province par rapport à la Wallonie : administration publique (16,2%), enseignement (14,0 %), construction (8,9 %), Horeca (3,5 %), industrie agro-alimentaire (2,5 %), industrie du bois (2,0 %).
- Entre 2007 et 2012, diminution du nombre de postes dans les transports et entreposages (-17,9 %), dans l'industrie manufacturière (-9,8 %), l'Horeca (-4,2 %) et dans les activités médico-sociales et sociales (-6,5 %). A l'inverse, augmentation dans les activités de services et de soutien, comprenant notamment l'intérim (+65,4 %), dans les activités pour la santé humaine (+22,4 %), dans l'administration publique (+11,5 %) et la construction (+11,6 %).

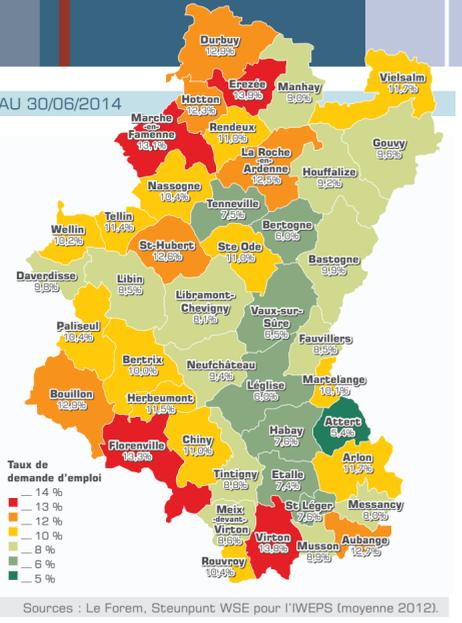
NON EMPLOI - 13.080 DEMANDEURS D'EMPLOI INOCCUPÉS AU 30/06/2014

- Au 30 juin 2014, la province de Luxembourg dénombre 13.080 demandeurs d'emploi inoccupés (DEI) (5,5 % du nombre de DEI en Wallonie de langue française) dont 10.210 demandeurs d'allocation et 1.186 jeunes en stage d'insertion.

- Par rapport à juin 2013, la province enregistre 47 DEI supplémentaires, soit une hausse de 0,4 % contre 0,2 % en Wallonie (hors Communauté germanophone).

- Plus d'1 demandeur d'emploi sur 5 a moins de 25 ans (22,4 %) et plus d'1 sur 5 a 50 ans ou plus (22,6 %). 4 demandeurs d'emploi sur 10 (43,1 %) sont faiblement qualifiés (niveau inférieur au CESS) et 1 sur 3 est inoccupé depuis au moins 2 ans (31,2 %). En moyenne, le demandeur d'emploi de la province est plus jeune, d'un niveau d'étude plus élevé et d'une durée d'inoccupation plus courte que son homologue wallon.

- Au 30 juin 2014, le taux de demande d'emploi s'élève à 10,5 % (9,9 % pour les hommes et 11,2 % pour les femmes). De fortes disparités apparaissent au niveau communal. Les taux de demande d'emploi s'échelonnent de 5,4 % à Attert à 13,9 % à Erezée. Il reste néanmoins inférieur au taux wallon (15,4 % hors Communauté germanophone).



Sources : Le Forem, Steunpunt WSE pour l'IWEP (moyenne 2012).

OPPORTUNITÉS D'EMPLOI - 4.155 OPPORTUNITÉS D'EMPLOI GÉRÉES PAR LE FOREM AU 1ER SEMESTRE 2014

- 4.155 opportunités d'emploi ont été gérées par la Direction Emploi du Forem Luxembourg au cours du 1er semestre 2014.

- Les 15 premiers groupes professionnels représentent près de 3/4 des opportunités d'emploi diffusées au 1er semestre 2014 (73,8 %).

- Par rapport au 1er semestre 2013, les opportunités d'emploi gérées par le Forem en province de Luxembourg stagnent (-1,7 % contre -3,9 % en Wallonie). Les groupes professionnels les plus affectés par des variations à la baisse sont le personnel des services administratifs (-18,7 %), les agents de maîtrise, techniciens et ingénieurs du bâtiment (-39,8 %) - désormais hors du top 15 - et le personnel du gros œuvre et des travaux publics (-15,4 %). A contrario, d'autres groupes professionnels ont progressé en termes d'opportunités d'emploi. C'est le cas notamment du personnel des fonctions transsectorielles aux industries de process qui a intégré le top 15 (+234,6 %) et du personnel de la vente (+14,8 %). Une croissance du nombre d'opportunités pour les professionnels de soins paramédicaux est également à relever (+60,9 %).

- Quelques fonctions critiques en 2013 : cuisinier, couvreur, monteur en sanitaire et chauffage, développeur informatique. Pour toutes ces fonctions, les employeurs éprouvent de réelles difficultés à recruter du personnel compétent.

TOP 15 des groupes professionnels les plus recherchés	1er semestre 2014	1er semestre 2013	
01	Personnel de la restauration	410	407
02	Personnel des services administratifs	340	418
03	Personnel de la vente	310	270
04	Professionnels de la formation initiale	288	303
05	Personnel des services aux personnes	271	311
06	Personnel d'entretien, maintenance	221	240
07	Personnel du gros œuvre et des travaux publics	193	228
08	Personnel des fonctions transsectorielles aux industries de process	174	52
09	Personnel des services aux entreprises et aux collectivités	142	149
10	Personnel de la logistique (manutention, gestion et exploitation des transports)	141	154
11	Professionnels des soins paramédicaux	140	87
12	Personnel du second oeuvre	128	126
13	Personnel des forces de vente	106	105
14	Conducteurs d'engins de transport terrestre	101	98
15	Professionnels de l'intervention sociale et culturelle	100	118
Total TOP 15		3.065	3.066
Total Autres groupes professionnels		1.090	1.162
TOTAL		4.155	4.228

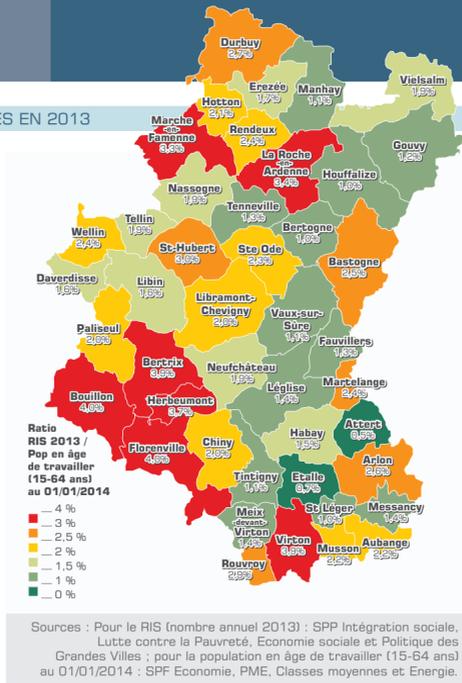
Source : le Forem²

¹ Il est obtenu en divisant le nombre de demandeurs d'emploi inoccupés par la population active calculée par le Steunpunt WSE (moyenne 2012) pour l'IWEP.
² Le Forem ne gère qu'une partie des offres disponibles sur le marché de l'emploi. Ces données ne peuvent à elles seules refléter la demande de travail des entreprises.

REVENUS D'INTÉGRATION SOCIALE - 3.814 BÉNÉFICIAIRES EN 2013

- En province de Luxembourg, le nombre de bénéficiaires du RIS en 2013 (au moins une fois sur l'année) s'est élevé à 3.814, soit 2,2 % de la population en âge de travailler³ (15-64 ans). En Wallonie, ce ratio s'élève à 3,4 % et à 2,4 % en Belgique. Au niveau communal, ces ratios s'échelonnent de 0,5 % à Attert et 0,7 % à Etalle jusqu'à 3,9 % à Virton et Bertrix et 4 % à Florenville et Bouillon.

- L'évolution mensuelle du nombre de bénéficiaires a été moins importante en province de Luxembourg qu'en Belgique et Wallonie entre 2008 et 2011 pour rejoindre, à partir de septembre 2012, des évolutions similaires à celles observées en Belgique et en Wallonie. Si on prend en considération les moyennes annuelles des valeurs mensuelles, on constate même une augmentation de 26,2 % en province de Luxembourg entre 2008 et 2013 (contre 22,9 % en Wallonie et 18,9 % en Belgique).



Sources : Pour le RIS (nombre annuel 2013) : SPP Intégration sociale, Lutte contre la Pauvreté, Economie sociale et Politique des Grandes Villes ; pour la population en âge de travailler (15-64 ans) au 01/01/2014 : SPF Economie, PME, Classes moyennes et Energie.

AIDES À LA PROMOTION DE L'EMPLOI (APE) - 2.929 E.T.P. RÉALISÉS EN 2011 (VOLET TRAVAILLEUR)

- Les Aides à la Promotion de l'Emploi (APE) consistent à octroyer sous la forme de points, une aide annuelle visant à subsidier partiellement la rémunération de travailleurs, une réduction importante des cotisations patronales de sécurité sociale (sauf en secteur marchand) et une indexation automatique du montant de la subvention selon l'évolution de l'indice des prix à la consommation.
- En 2011, 2.929 ETP (équivalents temps plein) ont été réalisés en province de Luxembourg sur base de ces points APE, soit 7,2 % de la part ETP réalisés en Wallonie. Le non-marchand et les pouvoirs locaux sont les principaux utilisateurs du système (1.142,9 ETP dans le non-marchand et 1.738,0 ETP dans les pouvoirs locaux). Au niveau des employeurs, 278 employeurs du non-marchand (8,8 % des employeurs du non-marchand wallon) et 94 pouvoirs locaux (15,7 % des employeurs pouvoirs locaux wallons) ont eu recours aux APE.
- De 2007 à 2011, le nombre d'ETP réalisés sur base des points APE a augmenté de 21,9 % en province de Luxembourg (+20,1 % en Wallonie). Sur ces 4 années, l'évolution dans le non-marchand est plus marquée chez nous qu'en Wallonie (+28,2 % dans la province, +23,3 % en Wallonie).

	ETP réalisés sur base des points APE				
	Province Luxembourg	Part ETP réalisés/ tot. Lux.	Wallonie	Part ETP réalisés/ tot. Wallonie	% wallon
Non-marchand	1.142,9	39,0 %	15.353,5	37,7 %	7,4 %
Marchand classique	14,9	0,5 %	519,5	1,3 %	2,9 %
Marchand jeune	32,8	1,1 %	574,1	1,4 %	5,7 %
Pouvoirs locaux	1738	59,3 %	24.331,5	59,7 %	7,1 %
Total	2.928,6	100,0 %	40.778,6	100,0 %	7,2 %

Source : Aide à la promotion de l'emploi, Rapport d'exécution 2012, SPW, DGOEER

³ Population en âge de travailler au 01/01/2014.

2 NIVEAU DE VIE

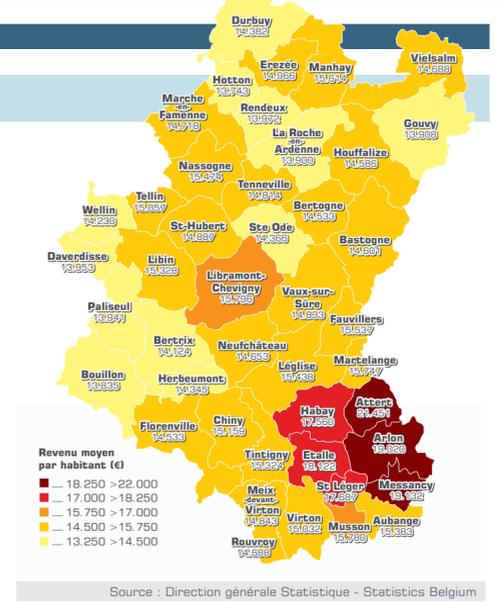
NIVEAU DE VIE - UN REVENU MOYEN PAR HABITANT DE 15.615€ (EXERCICE 2012 – REVENUS 2011)

REVENU MOYEN PAR HABITANT

- Belgique : 16.106€
- Wallonie : 15.277€
- Province de Luxembourg : 15.615€

GRANDES DISPARITÉS AU SEIN DE LA PROVINCE

- Arrondissement d'Arlon : 18.167€
- Arrondissement de Bastogne 14.599€
- Arrondissement de Marche-en-Famenne : 14.602€
- Arrondissement de Neufchâteau : 14.754€
- Arrondissement de Virton : 15.952€



Source : Direction générale Statistique - Statistics Belgium

3 ENTREPRISES

	2011		2012		2013	
	Nombre d'entreprises	Nombre de faillites	Nombre d'entreprises	Nombre de faillites	Nombre d'entreprises	Nombre de faillites
Belgique	789.208	10.224	814.159	10.587	823.843	11.740
Wallonie	217.372	2.968	221.741	2.968	223.844	3.346
Prov. Luxembourg	18.146	159	18.381	144	18.408	196
Arr. Arlon	2.098	34	2.132	39	2.128	40
Arr. Bastogne	3.761	32	3.792	23	3.770	36
Arr. Marche-en-Famenne	4.406	36	4.508	29	4.540	61
Arr. Neufchâteau	5.166	36	5.202	31	5.213	36
Arr. Virton	2.715	21	2.747	22	2.757	23

Source : Direction générale Statistique - Statistics Belgium, 2013

- En 2013, la province de Luxembourg comptait 18.408 entreprises, soit 5,8 % des faillites répertoriées en Wallonie (196 faillites, soit 3,346 faillites). Au niveau national, on dénombre 11.740 faillites.
- Entre 2011 (base 100) et 2013**, le nombre d'entreprises en province de Luxembourg a augmenté de 1,4 % (+262 entreprises).
- L'ensemble des arrondissements a connu une augmentation de leur nombre d'entreprises (plus forte augmentation pour l'arrondissement de Marche-en-Famenne).
- En mettant le nombre d'entreprises en rapport avec la densité de la population, on constate qu'en province de Luxembourg, on compte 66,8 entreprises par 1.000 habitants (62,6 / 1.000 habitants en Wallonie).
- En 2013, la province de Luxembourg a enregistré 196 faillites, soit 5,8 % des faillites répertoriées en Wallonie (196 faillites, soit 3,346 faillites). Au niveau national, on dénombre 11.740 faillites.
- Entre 2011 (base 100) et 2013**, le nombre de faillites a connu une évolution de +14,8 % en Belgique, de +12,7 % en Wallonie et de +23,2 % en province de Luxembourg.
- Le nombre de faillites augmente partout en province de Luxembourg, excepté dans l'arrondissement de Neufchâteau.



4 SECTEURS

LE BOIS ET LA PIERRE

La ressource bois présente en province de Luxembourg est une donnée essentielle pour l'essor de la filière forêt-bois locale; la plus-value générée par sa transformation est un enjeu pour toute l'économie provinciale.

- 231.650 hectares de surfaces boisées (33 % du couvert forestier wallon) - taux de boisement : 52,2 % du territoire provincial.
- 56 % de résineux (soit 130 000 ha dont 77 % d'épicéa, essence très présente).
- 44 % de la superficie boisée composée de feuillus (100 000 ha avec dominance du hêtre à 33 %, suivi du chêne 24 %, et 16 % de peuplements mixtes).
- la forêt luxembourgeoise produit 55 % du bois wallon soit 2 millions de m³ soit 1,70 millions de m³ en résineux et 0,30 millions de m³ en feuillus.
- Près de 700 entreprises et professionnels pour plus de 3.500 emplois dans le secteur de la transformation dont les principales sont l'exploitation forestière, la scierie, les usines de pâtes à papier et de panneaux.

L'ÉCONOMIE SOCIALE

L'économie sociale est un secteur important en province de Luxembourg puisqu'il concerne :

- 51 entreprises et associations agréées par les pouvoirs publics
- 1.773 emplois directs (1.515,7 ETP)

Le tableau ci-dessous représente les principales statistiques du secteur de l'économie sociale en province de Luxembourg.

ECONOMIE SOCIALE LUXEMBOURGEOISE Récapitulatif par type d'agrément	Nombre entreprises d'économie sociale			Employés		Ouvriers		Autres	Personnel		Stagiaires/ bénéficiaires
	Établissements en Province Lux.	Agréées en Wallonie	en %	Effectif Total	Exprimé en ETP	Effectif Total	Exprimé en ETP	Effectif Total	Exprimé en ETP		
SCRL FS	14	151	9,3 %	23,0	20,40	299,0	205,2	0,0	322	225,6	225
SCRL FS agréées Entreprises d'Insertion (EI)	6	107	5,6 %	16,0	9,00	92,5	69,0	10,5	108,5	78,0	5
Entreprise de Travail adapté (ETA)	7	56	12,5 %	205,0	168,5	864,0	819,8	3,6	1069,0	988,3	5
Entreprises de Formation par le Travail (EFT)	7	70	10,0 %	80,0	71,30	5,0	5,0	5,0	85,0	76,3	358
Organismes d'Insertion Socio-Professionnelle (OISP)	6	91	6,6 %	108,0	84,2	15,0	8,2	11,0	123,0	92,4	853
IDESS	6	60	10,0 %	13,0	11,6	14,0	13,8	15,0	27,00	25,4	149
Entreprise d'insertion (fédérale)	5	165	3,0%	23,0	18,7	15,0	11,0	2,0	38,00	29,7	0
TOTAL	51	700	-	468,0	383,7	1304,5	1132,0	47,1	1772,5	1515,7	1.595

Sources : statistiques établies sur base des listes d'entreprises agréées disponibles sur le portail économie et emploi de la Wallonie, sur le site de l'EWETA (agrément ETA), site Internet econosoc, SAWB, BNB (Banque Nationale Belge), la Fédération - Atout EI, le SPPI Intégration Sociale et après consultation de l'ensemble du secteur de l'économie sociale de la province de Luxembourg⁴.

⁴ Remarque : certaines entreprises sont concernées par différents types d'agréments. Nous les avons comptabilisés en fonction d'un seul type d'agrément. Exemple : 13 entreprises sont agréées EI fédérale mais seules 5 ne possèdent que ce type d'agrément, les autres étant déjà reprises dans d'autres sections. Les données collectées concernent uniquement les structures agréées par les pouvoirs publics.

L'AGRICULTURE BIO EN PROVINCE DE LUXEMBOURG

	Belgique (1)	Wallonie (2)	Province de Luxembourg (3)	% belge	% wallon
Exploitations bio (unités)	1.267	922	372	29,4	40,3
SAU ⁵ bio (ha)	49.385,53	45.235,48	22.869,55	46,3	50,6
Bovins (têtes)	72.702	68.160	36.756	50,6	53,9
Porcs (têtes)	10.394	4.819	1.734	16,7	36,0
Ovins et caprins (têtes)	22.344	14.679	7.513	33,6	51,2
Volailles (unités)	595.700	412.505	121.575	20,4	29,5

Source : SPF Economie, Statistics Belgium, enquête agricole au 15 mai 2013, juin 2014 (calculs : SPIGVA asbl).

- Avec 372 exploitations bio, la province de Luxembourg est le territoire où ce mode d'agriculture est le plus important en Belgique (29,4 % des exploitations biologiques belges) occupant une SAU de 22.869,55 ha, soit 16,4 % de la SAU luxembourgeoise.
- On recense en province de Luxembourg 36.756 bovins élevés en agriculture biologique, soit 53,9 % du cheptel bio wallon et 50,6 % du total belge.
- 1.734 porcs biologiques sont élevés en Luxembourg belge (36,0 % du total wallon et 16,7 % du total belge).
- On recense 51,2 % des ovins et caprins bios wallons sur le territoire provincial, soit 7.513 têtes.
- Enfin, on recense 121.575 volailles bio en province de Luxembourg soit 16,0 % de la volaille totale luxembourgeoise.

LE TOURISME

	2013	2013	2012	2012
	source DGSIE*	source DGSIE	Source OTW**	Source OTW
	Nuitées totales hors HBGT de terroir	% wallon	Nuitées HBGT de terroir	% wallon
Province du Brabant wallon	397.869	6,36 %	30.908	1,45 %
Province de Hainaut	835.806	13,36 %	209.215	9,83 %
Province de Liège	2.013.462	32,19 %	617.628	29,02 %
Province de Luxembourg	2.014.518	32,20 %	804.009	37,78 %
Province de Namur	993.948	15,89 %	466.584	21,92 %
Wallonie	6.255.603	100,00 %	2.128.343	100,00 %

- En 2013, le Luxembourg belge totalise 4.219 lits personnes dans l'hôtellerie (-11,1 % par rapport à 2010), 16.053 lits personnes dans les campings de passage (-12,8 %), 2.196 lits personnes en tourisme social (-3,9 %), 8.595 lits personnes dans les villages de vacances (+5,6 %).
- Concernant les hébergements touristiques de terroir reconnus, on dénombre 377 chambres d'hôtes (+32 unités par rapport à 2010) pour une capacité de 914 lits personnes, et 962 gîtes ou meublés (-53) pour une capacité de 8.682 lits personnes.
- En 2013 sont comptabilisées 2.014.518 nuitées dans l'hôtellerie, les campings de passage, les parcs de vacances et les autres hébergements dont le tourisme des jeunes. C'est une diminution de 16,4 % par rapport à 2006. C'est 32,2 % du total wallon contre 44,1 % en 2006.
- Dans les hébergements touristiques de terroir, l'OTW estime le nombre de nuitées en 2012 à 804.009 contre 775.137 en 2010 (+3,7 %). C'est 37,8 % des nuitées wallonnes.
- En 2013, la durée moyenne de séjour s'élève à 1,7 nuits en hôtellerie (contre 1,8 en 2006). Elle est de 3,6 nuits dans les campings de passage (contre 3,2), de 4,3 nuits dans les parcs de vacances (statu quo) et de 3,4 nuits dans les autres hébergements dont le tourisme des jeunes (contre 3,5). Dans les hébergements touristiques de terroir, elle avoisine, selon les estimations, les 7,7 nuits en 2012.

*Direction générale Statistique et Information économique (ex-INS)
**Observatoire du tourisme wallon du Commissariat général au Tourisme

5 LA GESTION ET LA VALORISATION DES DÉCHETS

Quelques flux significatifs :	kg/EH/an	Mode de collecte	Traitement
Matière organique	39,33	Porte-à-porte	Biométhanisation et compostage
Fraction résiduelle	94,24	Porte-à-porte	Valorisation et CET
Bouteilles et flacons en verre	30,86	Parcs à conteneurs et bulles à verre communales	Recyclage
Papiers-cartons	52,53	Parcs à conteneurs et porte-à-porte	Recyclage
Emballages recyclables PMC	9,54	Parcs à conteneurs	Recyclage

Source : Idelux - AIVE - Rapport d'activités 2013

Le secteur Valorisation et Propreté de l'AIVE traite les déchets de 55 communes - 44 communes de la province de Luxembourg et 11 communes de la province de Liège - soit 339 264 habitants ou 382 755 équivalents habitants⁶ (EH).

- 6 % via le réseau communal de bulles à verre (6.919 tonnes) et les collectes en porte-à-porte des papiers-cartons (4.783 tonnes) et encombrants non valorisables (1.763 tonnes).
- La gestion des déchets ménagers dans la zone AIVE (44 communes luxembourgeoises et 11 communes liégeoises) a permis d'atteindre un taux de valorisation/recyclage de +/-95 % des déchets ménagers en 2011. Seuls 5 % doivent encore être mis en décharge, alors que dans l'Europe des 27, en 2011 en moyenne, 37 % ont encore été mis en décharge.

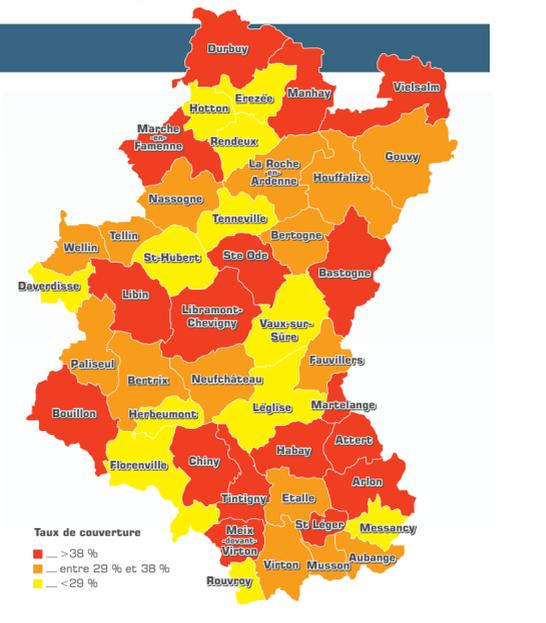
Entre 2012 et 2013, le taux global de recyclage et de valorisation des déchets ménagers passe de 96 à 97 %.

⁵ SAU = Surface Agricole Utile
⁶ En matière de gestion des déchets ménagers, pour une commune de la zone AIVE, la notion d'équivalent-habitants est une donnée qui tient compte de la composante touristique de la commune. Cette donnée se calcule en tenant compte du nombre de premiers résidents auquel on ajoute, via une formule mathématique adaptée, les seconds résidents, le nombre de logements touristiques, les emplacements de campings et occupants de villages de vacances ainsi que les camps de vacances.



6 ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE : 3 267 PLACES D'ACCUEIL AU 31.12.2013

- L'accueil **subventionné** (crèches, maisons communales d'accueil de l'enfance, services d'accueillant-e-s conventionné-e-s) représente **67,2 %** des places disponibles (+ 0,2 % par rapport à 2011) ; les **32,8 %** restants sont fournis par des milieux d'accueil **non subventionnés** (maisons d'enfants, haltes-accueil et accueillant-e-s autonomes, - 0,2 %)
- L'accueil **de type familial** (services d'accueillant-e-s conventionné-e-s et accueillant-e-s autonomes) représente **51,7 %** des places disponibles (- 1,3 % par rapport à 2011) ; les **48,3 %** restants sont le fait de milieux d'accueil **en collectivité** (crèches, maisons communales d'accueil de l'enfance, maisons d'enfants et haltes-accueil, + 1,3 %).
- L'accueil **occasionnel** (= les « haltes-accueil ») est présent sur le territoire de 11 communes sur les 44 que compte la province : Arlon, Bastogne, Vielsalm, Gouvy, Durbuy, Marche-en-Famenne, Manhay, Bertrix, Paliseul et Libramont.



Nb d'enfants : source SPF Economie - DG Statistiques.
Calculs : ONE - données au 01/01/2013 = (les enfants de moins d'1 an) + (les enfants au-delà d'1 an) + (50 % des enfants de 2 à 3 ans).
Le nombre d'enfants bruxellois est pris à 90 %. L'arrondissement de Verviers ne compte pas les enfants germanophones.

Taux de couverture ⁷ sur le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB)		
	Situation au 31.12.2013	Evolution sur 2 ans
Bruxelles Capitale	23,3 %	+ 0,3 %
Province du Brabant wallon	47,9 %	+ 2,8 %
Province de Hainaut	25,8 %	- 0,4 %
Province de Liège	28,2 %	+ 1,4 %
Province de Luxembourg	38,8 %	+ 0,5 %
Province de Namur	37,2 %	+ 4,1 %
Total Fédération Wallonie-Bruxelles	29,0 %	+ 0,8 %

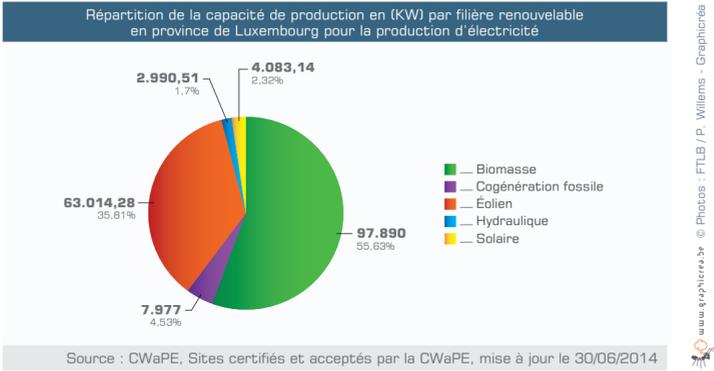
Nb de places d'accueil : source ONE - données au 31/12/2013.

La province de Luxembourg affiche le **deuxième** taux de couverture de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Sur les 2 dernières années, le taux de couverture luxembourgeois a connu une très légère **croissance de 0,5 % - soit un gain de 56 places** - contre 0,8 % en FWB.

7 LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

En province de Luxembourg, 76 sites de production d'électricité verte certifiés et acceptés par la Commission Wallonne pour l'Energie (CWAPE) totalisent une puissance électrique nette développable (Pend) de 175.955 KW, soit 13,7 % de la Pend wallonne (1.286.908 KW).

La biomasse (production d'électricité et de chaleur à partir de matières organiques végétales ou animales), représente 55,6 % du potentiel de production en province de Luxembourg. L'éolien représente 36 % du potentiel de production. Le solaire connaît une augmentation de 2 % depuis 2012.



Source : CWAPE, Sites certifiés et acceptés par la CWAPE, mise à jour le 30/06/2014

⁷ Ce taux de couverture est le rapport entre le nombre total de places et une estimation du nombre d'enfants en âge de fréquenter les milieux d'accueil (nombre d'enfants résidents de 0 à 2,5 ans)

Tableau de Bord socio-économique de la province de Luxembourg

Edition 2014

Editeur Responsable : Pierre-Henry Goffinet, Directeur général provincial

Mise en page : www.explicite.be © Photos : FTLB / P. Willems - Graphicia

www.explicite.be

Real Réseau d'Etudes et d'Analyses de la province de Luxembourg

Avec le soutien du Collège provincial de la Province de Luxembourg